



**10<sup>e</sup> réunion du Conseil consultatif de la Plateforme des  
femmes pour la mise en œuvre de l'Accord cadre pour  
la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la  
région**

***Mot d'ouverture de la directrice du programme genre,  
femmes et enfants de la CIRGL***

***Nairobi 13 Février 2019***

**13 Février 2019**

Excellence Monsieur l'ambassadeur Said Djinnit, Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs,

Excellence, Mme Catherine Samba Panza, Présidente de la Transition de la RCA,

Excellences Monsieur et Mesdames les Ministres,

Excellence Mme l'Ambassadeur Liberata Mula Mula, Première Secrétaire Exécutive de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs,

Monsieur le Représentant de Madame l'Envoyée spéciale du Président de la CUA pour les questions de femmes, Paix et Sécurité,

Chers membres du Conseil Consultatif de la Plateforme des Femmes

Distingués partenaires,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Tout protocole observé,

L'honneur m'échoit de prendre la parole devant cette auguste assemblée pour vous livrer le message de l'Ambassadeur Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la 10<sup>e</sup>

réunion du Conseil Consultatif de la Plateforme des femmes pour la mise en œuvre de l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région.

Permettez-moi tout d'abord de m'acquitter d'un devoir, celui de remercier le Bureau de l'Envoyé spécial pour la Région des Grands Lacs qui a initié encore une fois cette rencontre conformément aux conclusions de la 9<sup>e</sup> réunion qui s'était tenue en février de l'année dernière ici même à Nairobi.

Je profite également de l'opportunité qui m'est offerte pour vous présenter les vœux les meilleurs du Secrétariat de la CIRGL pour la nouvelle année.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il vous souviendra qu'à l'issue de la 9<sup>e</sup> réunion du Conseil consultatif de la Plateforme des femmes, deux recommandations fortes avaient été formulées il s'agissait :  
d'une part de renforcer le mandat du Conseil consultatif et d'élargir sa composition à d'éminentes personnalités, pour qu'il joue un plus grand rôle dans le plaidoyer politique et la défense des droits de la femme auprès des Etats membres et  
d'autre part de convoquer dans les meilleurs délais, une Consultation de haut niveau des Ministres du Genre dans l'optique de valider le Plan d'action régional de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs.

La consultation des Ministres en charge du Genre s'est tenue à Entebbe le 23 Novembre 2018 avec une forte participation des partenaires à qui je rends un vibrant hommage et ladite consultation s'est fixée comme objectifs principaux de mettre en œuvre le Plan d'action régional de la Résolution 1325 sur cinq ans à partir de 2019, d'appuyer les Etats membres qui n'ont pas

encore élaboré leur Plan d'action National à le faire et de parvenir à une participation politique significative des femmes à hauteur de 30% d'ici l'année prochaine et comment faire en sorte que la voix des femmes soit entendue et qu'elles puissent participer à la prise de décision, à tous les processus de démocratisation et de paix.

Ces objectifs s'ils sont atteints, constitueraient un jalon important au niveau de la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements de nos Etats membres respectifs et la réalisation de ces engagements permettra à la femme de la Région des Grands Lacs de faire un pas qualitatif dans la promotion de l'égalité et de l'équité en faisant avancer l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité tel que prôné par la Résolution 1325.

Le Secrétariat de la CIRGL voudrait remercier le Bureau de l'Envoyé spécial d'avoir financé l'élaboration de ce Plan d'Action Régional et soutenu également son adoption.

La CIRGL, avec l'appui financier et technique de la GIZ et de l'UE a organisé du 29 au 31 Janvier 2019 à Bujumbura, un atelier de planification qui a permis d'identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre sur trois ans.

Il s'agit de : l'élaboration d'une stratégie de médiation qui s'aligne derrière celle de l'UA, l'harmonisation des lois et Politiques, la domestication du Protocole sur la prévention et la répression des violences à l'égard des femmes et des enfants, la collecte des données relative à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala, la redynamisation des Fora et la constitution de coalitions des organisations de femmes, de la jeunesse, du secteur privé et de la société civile pour un dialogue permanent, l'appui au développement organisationnel et une rencontre d'échange d'expériences des acteurs impliqués dans la lutte contre les VSBG, le suivi et l'évaluation des activités au plan national....

Le plan d'action triennal assorti des coûts, a été élaboré avec la participation des partenaires des Nations Unies, je veux citer le

staff du Bureau de l'Envoyé spécial pour la Région des Grands Lacs, l'UNFPA, l'Onufemmes et le PNUD.

Que tous les partenaires qui ont été impliqués dans l'élaboration de ce plan trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

Par ailleurs, un contact informel a été pris avec la Fondation Dr Denis Mukwegue pour voir l'éventualité de tisser un partenariat et de mettre en place une synergie d'actions dans le cadre de la prise en charge holistique et intégrée des victimes survivantes des cas de VSBG et comment installer les One stop Center dans les pays sortant de conflit qui vont pouvoir offrir des services et aider à la réparation des victimes des VSBG.

Un plaidoyer de haut niveau pour les réformes législatives sera mené auprès des Etats dans le cadre de la lutte contre l'impunité et le renforcement de la coopération judiciaire.

La mise en place d'un cadre de coordination et de suivi-évaluation facilitera l'évaluation des progrès et réalisations sur les plans qualitatif et quantitatif.

Avant de terminer mes propos, permettez-moi d'exhorter les Etats membres de la CIRGL à mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre effective de ce Plan d'action régional.

Pour ce, le Secrétariat se propose d'organiser sous peu, une réunion des experts financiers qui va préparer la réunion des ministres ayant les finances et le budget dans leurs attributions afin de les amener à réserver une ligne sensible au genre dans leur budget national.

Je vous remercie pour votre aimable attention.